

Lancement du nouveau géoportail de la Grande Région

Plus conviviale, plus facile d'utilisation et mieux adaptée aux acteurs de la Grande Région mais avant tout au grand public, c'est ainsi que pourrait se résumer la nouvelle version du Géoportail de la Grande Région présentée officiellement le 23 mai dernier, en présence de Camille Gira, Secrétaire d'Etat au Développement durable et aux Infrastructures du Grand-Duché de Luxembourg. Vitrine de l'observation territoriale dans la Grande Région, le géoportail permet, depuis 2010, de visualiser les données géographiques produites dans le cadre du Système d'information géographique (SIG-GR) sur diverses thématiques (l'aménagement du territoire, l'environnement, le tourisme, la mobilité ou encore le marché du travail).

La nouvelle version, plus intuitive, permet de mettre en avant le chemin parcouru et les avancées concrètes ayant mené à ce nouveau géoportail. Ce dernier,

développé en coopération avec le Centre luxembourgeois des technologies de l'Information de l'Etat, l'administration luxembourgeoise du cadastre et de la topographie et le Landesamt für Vermessung und Geobasisinformation de la Rhénanie-Palatinat, permet d'appréhender les flux transfrontaliers et les dynamiques territoriales avec plus de précision qu'auparavant.

A cette occasion, les participants, dont la MOT, ont pu aborder la question de l'observation territoriale de manière plus large au sein de la Grande Région. Ils ont souligné la nécessité de renforcer le rôle de l'observation territoriale dans la prise de décision politique, notamment au niveau transfrontalier, les cartes permettant "une meilleure visibilité des dynamiques de développement territorial et pouvant faciliter l'interprétation d'indicateurs statistiques".

[Plus d'infos](#)



Favoriser la propension des jeunes à la mobilité transfrontalière dans la Grande Région

Voilà toute l'ambition du projet FagA, "Centre d'aide à la mobilité transfrontalière" (CAMT) lancé le 1er juillet 2016 au sein de l'Eurodistrict SaarMoselle.

Les territoires de la Grande région (la Sarre, la Rhénanie Palatinat et le territoire de compétence de l'Académie Nancy-Metz notamment) présentent de grandes disparités en termes de développement démographique (chômage des jeunes, besoin de main d'œuvre qualifiée). Portant principalement sur les

jeunes, cœur de cible puisque représentant la main d'œuvre future, le projet vise à accroître la disposition de ces derniers à vivre des expériences pratiques transfrontalières, au travers de stages et d'étapes de formation dans le pays voisin.

L'objectif est alors de favoriser et de renforcer l'employabilité de ces jeunes gens sur le marché du travail transfrontalier tout en promouvant l'interculturalité.

Afin de faciliter les différentes étapes de participation au programme de mobilité, le CAMT apporte aux jeunes participants une aide matérielle (constitution des dossiers administratifs et financiers, évaluation et valorisation des compétences acquises, recherche d'entreprises et des commodités de transport, d'hébergement et de restauration) mais aussi financière (transports, hébergement, repas).

[Plus d'infos](#)

ÉVÉNEMENTS

Save the date :

20 ans de la MOT

"Construire les territoires transfrontaliers : l'Europe pour les citoyens", 30 novembre et 1^{er} décembre 2017

Inscriptions à venir prochainement !



Évènement du réseau
labellisé 20 ans de la MOT

Atelier EWRC du projet PASSAGE
"Les décideurs politiques régionaux et intermédiaires, moteurs de la coopération maritime", 10 octobre 2017 à Bruxelles

[Plus d'infos](#)

Conférence Francophone de l'information géographique, 4 et 5 septembre 2017 à Strasbourg

URBACT City Festival, du 3 au 5 octobre 2017 à Tallinn (Estonie)

Atelier EWRC « Enhancing Capacities of Regions and Cities for Better Cross-Border Cooperation », Atelier TEIN/ARFE/ MOT/CESCI, 10 octobre 2017 à Bruxelles

7ème réunion de Plateforme des GECT « Le futur de la coopération transfrontalière », 9 et 10 octobre 2017 à Bruxelles

Conférence scientifique internationale, Association for Borderlands Studies, 10 - 14 juillet 2018 Appels à contribution disponibles [ici](#)

Journée de formation organisée par la MOT et le CNFPT, "Diplomatie et territoires", 5 octobre à Marseille

[Tous les événements](#)

Finalisation du rapport du Groupe de travail Obstacles transfrontaliers

Le 30 mai 2017 s'est tenue à Bruxelles, au Comité des Régions, la 5ème réunion du groupe de travail intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles à la coopération transfrontalière.

Dans la continuité de la proposition luxembourgeoise, en 2015, concernant la mise en place d'un nouvel outil juridique européen, « la convention transfrontalière européenne » (ECBC), le groupe avait pour ambition de poursuivre les travaux.

Cette réunion, à laquelle la MOT, en sa qualité de secrétaire du groupe de travail co-présidé par la France et le Luxembourg, a pris part, a permis de finaliser le rapport du groupe de travail.

A ce titre ont eu lieu divers échanges, visant à une meilleure compréhension de l'outil afin de pouvoir transmettre les résultats des travaux du groupe à la Commission européenne. Cette dernière aura



alors à décider des suites à donner à la proposition dans sa communication sur la "Cross Border Review" prévue pour septembre 2017 et qui sera suivie d'une conférence qui se tiendra à Bruxelles les 20 et 21 septembre 2017.

Outre la proposition d'un nouvel outil juridique et la proposition de création d'une plateforme européenne multiniveaux pour la résolution des obstacles à la coopération, la réunion a également permis de présenter diverses études de cas afin de parvenir à une meilleure compréhension de l'outil et de sa valeur ajoutée.

Si les enjeux et bénéfices de la coopération transfrontalière ont pu être à nouveau mis en avant, la persistance des obstacles, véritable cœur du problème et objet des travaux, a encore nourri nombre de discussions.

La présentation des études de cas, au cours de la réunion, a dès lors permis d'appuyer la nécessité de poursuite des travaux sur les obstacles transfrontaliers.

Enfin, la réunion a permis de mettre en lumière le consensus, entre les membres du groupe de travail, sur la nature de "pièce manquante" du nouvel outil au sein de la palette des mécanismes de résolutions des obstacles. Il importe d'agir à tous les niveaux : sur chaque frontière (exemple du rapport final du Processus d'actualisation des travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge voir page 4) au niveau national en coordination avec les États voisins (exemple du forum développé par la MOT); enfin au niveau européen, avec une plateforme multi-niveaux qui permettrait de mettre en synergie ces différentes actions.

Mise en service de l'abattoir transfrontalier de Cerdagne Mission de la MOT à Brazzaville



L'abattoir transfrontalier d'Ur (Cerdagne française) fonctionne depuis début avril.

L'établissement promu par le Conseil comarcal de Cerdagne (Espagne) et le Syndicat de l'Abattoir de Bourg-Madame (France), a été financé à 50% par les deux partenaires et les

fonds européens pour un coût total de 5,4 millions d'euros. Quelques 300 éleveurs et bouchers de deux côtés de la frontière bénéficieront de la nouvelle installation. Trois personnes travaillent à l'abattoir provenant de l'abattoir de Bourg-Madame. Dans un premier temps, l'installation traitera environ 600 tonnes de viande, pour atteindre les prochaines années 1000 tonnes. Actuellement, il fonctionne trois fois par semaine de 4h du matin à midi. [Plus d'infos](#)

La MOT est intervenue à Brazzaville lors d'une conférence de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) au cours d'un atelier consacré à la coopération régionale des autorités locales d'Afrique Centrale. Il a permis d'identifier les facteurs de succès et de blocage de la coopération transfrontalière mais aussi de fournir une clé de lecture du rôle des différents acteurs de la coopération. Cette intervention s'inscrit plus largement dans le cadre d'une mission d'accompagnement de l'AIMF pour le développement de la coopération transfrontalière de proximité entre États d'Afrique Centrale. [Plus d'infos](#)

Un label d'expertise territoriale pour la MOT

La MOT a reçu le label « Expertise territoriale internationale » du Ministère de l'Europe et des Affaires européennes dans le cadre du Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales PACT3. Ce programme permet de labelliser des organismes ayant démontré leur capacité d'assistance technique aux collectivités, dans la mise en œuvre de projets de coopération décentralisées, ainsi que des collectivités territoriales pour la reconnaissance de compétences particulières. Le dossier de la MOT a été retenu au titre de la « Coopération transfrontalière ». Un nouvel appel à candidatures a été lancé, l'échéance étant fixée au 17 octobre 2017. [Plus d'infos](#)

Séminaire ESPON

Les 24 et 25 mai, à Malte, s'est tenu le séminaire ESPON, "Revealing territorial potentials and shaping new policies - Contribution to the post-2020 Cohesion policy debate", organisé par le GECT en coordination avec la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne. L'objectif était de contribuer aux débats sur l'avenir de la Politique européenne de Cohésion et d'approfondir la question d'une approche intégrée pour soutenir les territoires aux spécificités géographiques.

Les enjeux transfrontaliers sont essentiels dans les débats sur le futur de la politique de cohésion. Jean Peyrony, directeur général de la MOT, a participé à la table-ronde portant sur ce sujet, qui a mis en valeur la nécessité de travailler à l'échelle d'espaces fonctionnels, depuis les territoires transfrontaliers jusqu'aux macro-régions.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS EUROPE

6ème réunion du groupe
parlementaire sur la coopération
transfrontalière

La coordination des systèmes de sécurité sociale

Le 31 mai 2017, Anne Sander, députée européenne, vice-présidente de la MOT, organisait la 6ème réunion du groupe de travail sur la coopération transfrontalière, sur le thème de la coordination des systèmes de sécurité sociale dans le contexte de la révision en cours du règlement 883/2004 fixant les règles communes nécessaires à cette coordination.

Présentée le 13 décembre 2016 par la Commission européenne, cette proposition de révision a pour objectif de moderniser le système actuel afin de faciliter la mobilité des travailleurs, de leur assurer un traitement équitable et de mieux lutter contre les abus et les fraudes. Ce texte vise également à simplifier certaines lourdeurs administratives sans pour autant fragiliser les droits des frontaliers.



Si cette proposition de révision a été accueillie favorablement par les acteurs présents, quelques interrogations subsistent notamment sur la question du versement des prestations chômage et de l'accompagnement des frontaliers.

Par ailleurs, cette réunion a permis à Guillaume Balas, rapporteur sur la proposition de révision, de présenter sa position sur le texte et le calendrier prévisionnel du rapport au Parlement européen mais aussi d'échanger avec les représentants des frontaliers présents et les experts de la Représentation du Luxembourg, ces derniers ayant souligné l'importance et la sensibilité de cette révision pour leur territoire majoritairement frontalier.

La différence de niveau de prestations chômage entre la France et l'Allemagne ainsi que le manque d'adaptation des programmes d'éducation et de formation pour les travailleurs étrangers ont également été mis en avant par le représentant de l'Eurodistrict PAMINA, Frédéric Siebenhaar.

Enfin, Anne Sander a conclu sur l'importance de prendre en compte, lors des discussions à venir sur cette révision, les préoccupations et les spécificités des frontaliers. Il faudra analyser avec soin les conséquences des modifications proposées, consulter les acteurs de terrain, et, par la suite, proposer des outils pour accompagner correctement les frontaliers. [Plus d'infos](#)

L'Université de la Grande Région (UniGR) lance un nouveau programme d'études

Le « Master in Border Studies » est un programme d'études international, interdisciplinaire et multilingue, ayant pour objectif transmettre aux étudiants, désirant poursuivre leurs carrières dans des contextes interculturels et transfrontaliers, les principaux concepts et outils analytiques nécessaires à la compréhension des problématiques liées aux territoires frontaliers et à la coopération transnationale.

Ce programme de deux ans sera proposé conjointement, dès la rentrée 2017, dans trois pays au sein de quatre universités : l'Université de la Sarre, l'Université de Lorraine, l'Université du Luxembourg et l'Université de Kaiserslautern, et participe pleinement à la stratégie de développement de la mobilité des étudiants au sein de la Grande Région. [Plus d'infos](#)

Cross-border cooperation to enhance renewable energy

La MOT a participé ce 3 juin à la conférence « Cross-border cooperation to enhance renewable energy in the EU » de la Fondation Heinrich Böll et le World Future Council au Comité des Régions à Bruxelles. Elle a présenté l'approche multi niveau nécessaire à la résolution des obstacles à la coopération, y compris dans le domaine de l'énergie, et a invité l'audience, représentants des institutions européennes et de collectivités, aux Assises Européennes de la Transition Énergétique 2018 dans le Grand Genève. [Plus d'infos](#)

Le Grand Genève lauréat du URBACT Good Practice Call

En valorisant le cas des PACA (Périmètres d'aménagement coordonnés d'agglomération) dans la gouvernance transfrontalière, le Grand Genève a reçu le label "Ville bonne pratique URBACT". Les lauréats recevront leur prix lors de la conférence URBACT City Festival qui se déroulera du 3 au 5 octobre 2017 à Tallinn et bénéficieront d'une visibilité renforcée.

[Plus d'infos](#)

Suppression des frais d'itinérances en Europe

Le 15 juin 2017, l'Europe « a sonné le glas » des frais d'itinérance (roaming) dans toute l'Union européenne. Jusqu'alors, le fait de se connecter au réseau en passant par un opérateur local engendrait des surcoûts pour les non-ressortissants dudit État. A partir de la mi-juin, l'utilisation de son téléphone portable à l'étranger (dans l'UE), pour effectuer ou recevoir des appels, envoyer des messages ou naviguer sur internet, n'occasionnera, en théorie, plus aucun frais supplémentaire. Dans une déclaration commune, Antonio Tajani, Joseph Muscat et Jean-Claude Juncker ont rappelé que "la suppression des frais d'itinérance fournit un bon exemple de réussite européenne" et constitue une étape importante vers la mise en place d'une société numérique européenne. [Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

Des rencontres territoriales de la coopération transfrontalière au Conseil Départemental du Nord

Site de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, 12 juin

« La coopération transfrontalière de proximité doit devenir un véritable réflexe pour nos territoires ; le constat est fait d'un engagement fort des acteurs », rappelle Sylvie LABADENS Vice-présidente en charge des relations internationales et européennes du Département du Nord.

Conférence à la chambre de commerce du Luxembourg Grande Région: le télétravail au coeur des débats

Le Républicain lorrain, 12 juin

Pierre Cuny [maire de Thionville et président de la communauté d'agglomération Portes de France-Thionville] a défendu son projet de télétravail et de co-working baptisé S-Hub qui représente pour les entreprises luxembourgeoises, une opportunité de proposer à leurs salariés de travailler près de chez eux, au moins un jour par semaine.

« L'exemple de notre coopération est connu jusqu'à Bâle ! »

Correspondances Lorraines, 30 mai

L'Institut de formation en soins Infirmiers (IFSI) rattaché au centre hospitalier de Sarreguemines (Moselle) et l'hôpital SHG-Kliniken Völklingen/HerzZentrum de Sarre ont monté un projet Interreg Grande Région pour conférer à la formation de leurs élèves infirmiers une plus-value transfrontalière.

Le projet Interreg V « Bassin d'emploi Pamina »

Dernières Nouvelles d'Alsace, 8 juin

Le projet Interreg V « Bassin d'emploi Pamina : Des métiers qui recrutent, une main-d'œuvre transfrontalière » est un projet territorial sous le label commun « Réussir sans frontière ». Il a commencé le 1er janvier et court jusqu'au 31 décembre 2019.

GeoRhena, un portail à la carte

L'Alsace, 3 juin

Un portail interactif numérique dépassant les frontières, pour aborder le Rhin supérieur sous tous les angles, c'est ce que propose GeoRhena. [...] « Ce portail est un gain de temps non négligeable pour les personnes souhaitant télécharger des données transfrontalières », se réjouit Daniel Adrian, président de la commission Actions, relations internationales et bilinguisme au Conseil départemental du Haut-Rhin.

Les « clandestins suisses » dans le viseur

La Tribune de Genève, 12 juin

Ils seraient 20 000 environ dans le Genevois français. Ces milliers de frontaliers suisses (qui n'ont pas besoin de permis G) sont déclarés comme résidents genevois alors qu'ils habitent en réalité toute l'année ou presque dans leur résidence secondaire en France voisine.

La CCI s'engage dans le programme ITINERA

Métropole Var, 7 juin

Le programme "ItinERA" s'inscrit dans le Programme communautaire européen Interreg Italie-France Marittimo 2014-2020, qui vise à favoriser le développement économique des entreprises et à promouvoir l'attractivité touristique du Var et des régions engagées. [...] Les huit partenaires - dont la CCI du Var, celle de Haute Corse, et plusieurs chambres de commerces italiennes s'intéresseront plus particulièrement au secteur de la croisière.

L'UPVD oeuvre pour la mobilité professionnelle transfrontalière

Le journal Catalan, 14 juin

[...] le projet « Ma carrière transfrontalière – la meva carrera transfronterera ». Ce projet, qui vise à favoriser la mobilité professionnelle transfrontalière, a été conçu et porté par l'UPVD et son service d'Insertion Professionnelle, Pôle Emploi et sa branche offre de service transfrontalier, l'Université de Gérone ainsi que le SOC (Servei d'Ocupacio de Catalunya).

Un foisonnement de projets soutenus par Interreg Caraïbes

France-Antilles, 12 juin

Onze projets ont été retenus pour bénéficier du soutien financier d'Interreg Caraïbes, cinq en Guadeloupe, cinq en Martinique et un à Saint-Martin.

Consultez tous les articles de presse*

Réservé aux adhérents.

*La MOT met en ligne une centaine d'articles par mois sur la coopération transfrontalière.

Rapport final du Processus d'actualisation des travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge sur les obstacles à la coopération

Ce rapport s'inscrit dans le cadre du renforcement et de l'approfondissement de la coopération franco-belge initiée par la Préfecture du Nord-Pas-de-Calais. L'objectif était d'actualiser les travaux du Groupe de Travail parlementaire sur la coopération franco-belge, lancé en 2005, en s'appuyant sur l'expertise de la MOT.

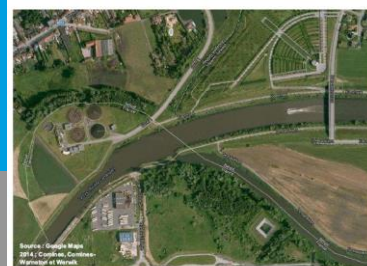
Ce rapport se structure en deux phases : l'analyse des obstacles à la coopération à traiter en priorité ainsi que la définition des solutions et des conditions de mise en œuvre de la coopération. [Téléchargez le rapport, ses annexes et la synthèse.](#)

Cette publication est disponible dans le portail documentaire de la MOT. Spécialisé sur la coopération transfrontalière, il propose près de 4000 références documentaires. [Plus d'infos](#)



Rapport final

Processus d'actualisation des travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge et suites à donner



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Blandine Lysensoone

Photos : Droits réservés.

Pour vous abonner : www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter : @reseauMOT



cget



Sous le patronage de la Représentation en France de la Commission européenne



Commission européenne